# Registre de transparence - Chambre des Députés

(Version au 15 octobre 2025)

<u>CSV | DP | LSAP | ADR | déi greng | Piraten | déi Lénk</u>

#### Groupe politique chrétien-social

Date Lie	eu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
17/09/2025 CS		Marc Spautz Charles Weiler Françoise Kemp Nathalie Morgenthaler Jeff Boonen	Nora Back Christophe Knebeler Jean-Luc de Matteis Francis Lommel Patrick Dury	Union des Syndicats OGBL et LCGB A.s.b.l.	Lors des échanges, les syndicats ont exprimé leurs réserves quant au déroulement des dernières réunions de dialogue social et à l'absence de perspective de poursuite des négociations tripartites. Ils ont souligné leur volonté de privilégier des discussions bilatérales, notamment sur l'organisation du temps de travail, les pensions et les conventions collectives.	

23/09/2025	Luxembourg-Ville	Paul Galles	Romain Thill Danielle Thill	Association luxembourgeoise de la liberté d'instruction	- Sauvegarde des droits privés des parents lors des visites des contrôleurs - Souplesse par rapport au calendrier à remettre au ministère	Projet de loi 8588 portant organisation de l'enseignement à domicile et portant modification:  1° de la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire;  2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;  3° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves
01/10/2025	CSV-Fraktioun	Marc Spautz Jeff Bohnen Maurice Bauer Laurent Mosar Diane Adehm	Michel Reckinger Héloïse Antoine Marc Kieffer	Union des Entreprises Luxembourgeoises a.s.b.l.	Lors des échanges, l'Union des entreprises luxembourgeoises a souligné les difficultés du dialogue social, notamment sur la question de l'organisation du temps de travail. Elle a plaidé pour davantage de flexibilité tout en maintenant le cadre légal, avec plusieurs points	

		T	T	T	T	Г
					en discussion au CPTE	
					concernant notamment les	
					durées de travail, les	
					pauses et le repos.	
08/10/2025	CSV-Fraktioun	Diane Adehm	Marc Hengen	Association des	Rencontre avec l'ACA :	Projet de loi 8370
		Octavie Modert		Compagnies	point sur	portant modification :
		Stéphanie		d'Assurances et de	l'assurance/réassurance	1° de la loi modifiée
		Weydert		Réassurances du	au Luxembourg et	du 19 décembre 2002
				Grand-Duché de	présentation des chiffres	concernant le registre
				Luxembourg asbl	récents. Échange de vue sur	de commerce et des
					le projet de loi n° 8370	sociétés ainsi que la
					(transposition de la	comptabilité et les
					directive CSRD). L'ACA a	comptes annuels des
					demandé des informations	entreprises ;
					sur l'avancement de la	2° de la loi modifiée
					procédure législative, dans	du 10 août 1915
					un souci de prévisibilité et	concernant les
					de sécurité juridique.	sociétés
					de securite juridique.	commerciales;
						3° de la loi modifiée
						du 17 juin 1992
						relative aux comptes
						des établissements de
						crédit ;
						4° de la loi modifiée
						du 5 avril 1993
						relative au secteur
						financier;
						5° de la loi modifiée
						du 8 décembre 1994
						relative : - aux
						comptes annuels et
						comptes consolidés
						des entreprises
	1	I .	1	I	l	acs chicphises

			d'assurances et de
			réassurances de droit
			luxembourgeois - aux
			obligations en
			matière
			d'établissement et de
			publicité des
			documents
			comptables des
			succursales
			d'entreprises
			d'assurances de droit
			étranger ;
			6° de la loi modifiée
			du 11 janvier 2008
			relative aux
			obligations de
			transparence des
			émetteurs ;
			7° de la loi modifiée
			du 7 décembre 2015
			sur le secteur des
			assurances;
			8° de la loi modifiée
			du 23 juillet 2016
			relative à la
			profession de l'audit,
			en vue de la
			transposition de la
			directive (UE)
			2022/2464 du
			Parlement européen
			et du Conseil du 14
			décembre 2022

1	,	,	
			modifiant le
			règlement (UE) n°
			537/2014 et les
			directives
			2004/109/CE,
			2006/43/CE et
			2013/34/UE en ce
			qui concerne la
			publication
			d'informations en
			matière de durabilité
			par les entreprises et
			de l'article 1er de la
			directive (UE)
			2025/794 du
			Parlement européen
			et du Conseil du 14
			avril 2025 modifiant
			les directives (UE)
			2022/2464 et (UE)
			2024/1760 en ce qui
			concerne les dates à
			partir desquelles les
			États membres
			doivent appliquer
			certaines obligations
			relatives à la
			publication
			d'informations en
			matière de durabilité
			par les entreprises et
			au devoir de vigilance
			des entreprises en
			matière de durabilité

# Groupe politique démocratique

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
15/09/2025	43, rue du puits romain, L-8070 Bertrange	Mandy Minella	Sam Houblie		L'objet de l'entrevue a porté sur l'inclusion dans le monde du travail. Sam Houblie plaide pour une meilleure inclusion des personnes avec handicap au travail à travers différentes voies. À son avis une voie serait la formation continue.	
19/09/2025	14, rue Beck 1222 Luxembourg	Mandy Minella	Isabelle Schmoetten Ella Chambers Catherine Jacoby	CID / Fraen an Gender	Présentation de la bibliothèque féministe du CID Fraen an Gender et de ses activités. Échange sur la possibilité de créer une commission d'éthique dans le sport.	
22/09/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	Carole Hartmann Gilles Baum Gérard Schockmel	Chris Roller Carol Ahlborn Sébastien Diederich	Association des Médecins et Médecins- Dentistes	L'association des Médecins et Médecins-Dentistes plaide pour le développement du secteur extrahospitalier et une revalorisation de leurs tarifs.	

25/09/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	André Bauler Carole Hartmann Gérard Schockmel	Joé Werdel Dana Bonvini Felix Minette Aimée Braum	Association Luxembourgeoise des Étudiants en Médecine (ALEM)	L'association luxembourgeoise des étudiants en médecine plaide pour le développement du secteur extrahospitalier et un master en médecine à l'Université du Luxembourg de haute qualité.	
01/10/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	Gilles Baum Carole Hartmann Corinne Cahen André Bauler Gérard Schockmel	Christophe Knebeler Patrick Dury Nora Back David Angel Frédéric Krier Maria Helena Macedo	Union des Syndicats OGBL- LCGB	L'objet de l'entrevue a porté sur le dialogue social dans le contexte des négociations récentes entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. De plus, il y a eu un échange concernant l'organisation du temps de travail et la réforme des retraites. Les syndicats souhaitent un dialogue social qui implique davantage les partenaires sociaux.	

### Groupe politique socialiste

Aucune entrevue à afficher actuellement

#### Groupe politique "Alternativ Demokratesch Reformpartei"

Aucune entrevue à afficher actuellement

#### Sensibilité politique "déi gréng"

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
18/09/2025	Siège de la sensibilité politique déi gréng	Sam Tanson	Pascal Jossi	Assemblée spirituelle nationale des bahá'ís du Grand-Duché de Luxembourg	Le représentant de la communauté bahá'ie du Luxembourg a exprimé à Mme Tanson son inquiétude concernant la situation de la communauté bahá'ie en Iran, qui serait caractérisée par une persécution systémique. Les bahá'ís en Iran sont victimes de déni de droits fondamentaux, ce qui contraste avec la reconnaissance de leur liberté de culte dans de nombreux autres pays.	

22/09/2025	Sensibilité	Sam Tanson	Frédéric Krier	Union des	A l'initiative des syndicats,	
22/07/2023	politique déi	Djuna Bernard	Nora Back	syndicats OGBL	déi gréng ont rencontré	
	gréng	Djulia Derliaru	Patrick Dury	et LCGB, A.s.b.l.	l'Union syndicale OGBL-	
	greng		Jean-Luc De Matteis	et LCGD, A.S.D.I.	LCGB pour un échange sur	
			Francis Lomel		les suites de la dernière	
			Pitt Bach		Sozialronn.	
			Christophe Knebeler		Les représentants	
					syndicaux ont dénoncé le	
					manque de véritable	
					dialogue social dans le	
					processus conduit par le	
					Gouvernement.	
					Ils ont exprimé leur	
					inquiétude quant à un	
					affaiblissement du modèle	
					social luxembourgeois.	
					Quant à la suite des travaux	
					sur la réforme des	
					pensions, les syndicats	
					déplorent qu'aucune	
					documentation ne sera	
					disponible avant le dépôt	
					du projet de loi. En matière	
					de quadripartite, les	
					syndicats estiment que	
					l'urgence n'es t pas prise	
					assez au sérieux. L'Union	
					des syndicats regrette les	
					nombreux conflits en	
					matière de droit du travail	
					que le gouvernement a	
					provoqué sans réelle	
					nécessité.	

16/09/2025	ville	Djuna Bernard	Raoul Schaaf	Comité national de défense sociale (CNDS)	Luxembourg: Le logement est un facteur majeur de la pauvreté, le logement abordable ne suffit pas : il faut des parcours intégrés (accompagnement social, emploi, santé) pour briser le cycle de l'extrême pauvreté.	
16/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Alexandra Oxaceley André Duebbers	Stëmm vun der Strooss	L'association constate une forte hausse du public accueilli, notamment dans ses restaurants sociaux. Elle plaide pour de petites structures de proximité avec des horaires élargis et souhaite étendre ses services. Enfin, elle demande une revalorisation des prestations sociales face au coût de la vie.	
29/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Sandra Visscher Alexandra Gardeur Isabelle Hauffels	UNICEF	Entrevue avec l'UNICEF, qui a présenté la situation alarmante de la pauvreté des enfants au Luxembourg. Plusieurs propositions ont été formulées par des chercheurs de l'UNICEF pour y remédier, en insistant sur la nécessité d'un engagement politique	

		et non exclusivement dans	
		le cadre de l'éducation.	

## Sensibilité politique "Piraten"

Aucune entrevue à afficher actuellement

#### Sensibilité politique "déi Lénk"

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
18/09/2025	34A, rue Philippe II (Locaux de la sensibilité politique déi Lénk)	David Wagner	Altynaï Bidaubayle Martina Hollbach Gauthier Hansel	GREENPEACE LUXEMBOURG, Association sans but lucratif	Echange sur les priorités de la rentrée politique à la demande de Greenpeace. Sujets abordés et positions défendues par Greenpeace :  Traité commercial entre l'UE et le Mercosur : Greenpeace a souligné son opposition à ce traité néfaste pour les droits des populations autochtones en Amérique du Sud ainsi que pour la protection des forêts, notamment en	

Amazonie. L'organisation a	
également mis en garde	
contre certaines clauses du	
traité en négociation qui	
pourraient affaiblir la	
protection des	
consommateurs et	
consommatrices et, plus	
généralement, nuire aux	
capacités réglementaires	
de l'UE.	
ue i ob.	
Règlement européen sur la	
déforestation (EUDR) :	
Selon Greenpeace, ce	
règlement serait directement lié au traité	
commercial UE-Mercosur	
via les mécanismes de	
compensation inclus dans	
le traité. L'organisation	
s'est montrée très	
préoccupée par les	
tentatives	
d'assouplissement du	
règlement entreprises à	
Bruxelles par le	
gouvernement	
luxembourgeois.	
Greenpeace s'oppose à tout	
assouplissement de ce	
règlement qu'elle	
considère comme un outil	

important dans la lutte	
contre la déforestation.	
COP30 : Greenpeace a	
insisté sur la nécessité pour	
l'Union européenne de	
fixer un objectif climatique	
ambitieux pour 2040, dont	
devrait découler une	
contribution déterminée	
au niveau national (NDC) à	
la hauteur des	
responsabilités et des	
capacités de l'UE en vue de	
la COP30 à Belém.	
L'organisation a également	
critiqué le manque	
d'ambition du	
gouvernement	
luxembourgeois dans la	
lutte contre le dérèglement	
climatique.	
Impact de l'avis consultatif	
de la Cour internationale	
de Justice sur le	
dérèglement climatique et	
le droit à un	
environnement sain : Cet	
avis est considéré par	
Greenpeace comme un	
tournant important pour la	
justice climatique, ouvrant	
la voie à de nouvelles	
ia voic a ac nouvenes	

actions en justice intentées
par les populations
vulnérables. L'inaction ou
les actions insuffisantes en
matière de sortie des
énergies fossiles et, plus
généralement, de lutte
contre le dérèglement
climatique devraient être
considérées comme une
violation des droits
humains, la CIJ ayant jugé
que le droit à un
environnement propre,
sain et durable est
fondamental à l'exercice de
tous les autres droits
humains.